

Retour du Québec

Michel Bernard

Volume 4, numéro 21, mars 1962

Le séparatisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/59882ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernard, M. (1962). Retour du Québec. *Liberté*, 4(21), 133–144.

Retour du Québec

MICHEL BERNARD

Les Habits de l'Empereur

La Sagesse des nations enseigne que le Français est un monsieur décoré, trousseur de jupons, qui ignore la géographie. Je ne suis pas (encore) décoré, mes coutumes sexuelles ne regardent que moi, et, pour le reste, je croyais connaître la géographie. Je parle à l'imparfait ; une expérience récente ayant rabaisé ma suffisance. Je m'imaginai, en effet, voici deux mois, sur la foi de certaines de ces cartes qui figurent dans tous les manuels scolaires, voire dans le dictionnaire Larousse, qu'il existait en Amérique du Nord un vaste pays appelé Canada et peuplé par des gens appelés canadiens. Je repars étonné, vaguement inquiet, de Montréal. Je suis probablement affligé d'une myopie galopante. Il faudra que je consulte mon oculiste. J'ai eu beau écarquiller les yeux, en deux mois de Québec je n'ai jamais rencontré le Canada.

Me suis-je trompé ? Ou bien les cartes mentent-elles à l'unisson ? Le Canada existe-t-il ailleurs que dans la bouche des très honorables parlementaires, ministres, administrateurs, diplomates fédéraux ? Se souvient-on de ce délicieux conte d'Andersen : Les Habits de l'Empereur ? Un escroc qui avait promis de livrer

à un Empereur un costume sans pareil, arriva les mains pleines de courants d'air puis fit mine gravement d'habiller Sa Majesté, qu'il laissa positivement tout nu, prenant soin d'ajouter, à bon entendeur salut, que seuls les imbéciles et les demeurés, comme l'on dit dans mon village, ne verraient point les vêtements radieux qui couvraient l'auguste personne. Après quoi, l'Empereur, nu comme un ver, se promena dans sa capitale en liesse, et chacun d'applaudir de confiance la splendeur des habits impériaux. Bien entendu personne n'y voyait goutte, mais personne n'eut osé l'avouer. La mystification se serait prolongée indéfiniment si un enfant, dépourvu de complexes, n'avait innocemment crié tout haut ce que chacun pensait tout bas. " Mais il est tout nu ce monseigneur-là ! " Et dans le même instant, dix mille adultes délivrés de leur peur avaient surenchéri. Le mythe s'effondra. L'imposteur prit la fuite et l'Empereur, rassuré à son tour sur l'état de sa cervelle, l'Empereur, qui avait troublé sans le vouloir la pudeur de nombreuses personnes du beau sexe, se précipita vers sa garde-robe.

Il y a au Québec, qu'on me pardonne, beaucoup de ces demeurés, au sens particulier et sympathique qu'a ce mot dans le conte. Ils ont des yeux et ne voient pas le Canada. Mais beaucoup, encore sous le charme des grands mots qu'agitèrent les Pères de la Fédération (1), n'osent en croire leurs sens et nier cette réalité du Canada qu'enseignent à l'envie les doctes et les subtils. Seuls, ceux qui ont gardé l'âme de leur enfance, ceux-là commencent à affirmer avec une assurance paisible l'inanité d'une fiction juridique devant laquelle on a courbé les masses. Bientôt le peuple de Québec, délivré de son envoûtement, délivré de se fausse honte, abordera, sans hargne et sans haine, la vérité; et la vérité le rendra libre. Car il ne s'agit plus de se dresser et de combattre qui que ce soit. Il s'agit seulement de vivre dans la clarté tranquille du grand jour à l'heure où disparaissent les fantômes de la longue nuit. Qu'advient-il ensuite ? A chacun de donner la réponse qu'il souhaite. A chacun de parier et d'agir pour que l'avenir justifie son pari !

Qu'on me comprenne bien. Je n'ai jamais nié la possibilité d'un Canada futur. Ce n'est pas mon affaire de prophétiser. Je constate seulement, au pays du Québec du moins, derrière les

(1) *Je dis Fédération car seul un aléa de mots conduit à parler de Confédération canadienne.*

oripeaux juridiques dont on affuble ses statues, l'inexistence d'une Fédération canadienne, rencontre de deux races, de deux peuples, de deux cultures et de deux langues. Il y a le Québec, réalité francophone vigoureuse où une minorité anglo-saxonne, superbe, coexiste avec "les indigènes" sans se mêler à eux, s'obstine à ne point vouloir parler la langue des "autochtones" et, assurée de sa vocation colonisatrice, tient fermement les leviers de commande de l'économie. Il y a, d'autre part, une "Chose" assez informe que ses thuriféraires appellent Canada mais dont les francophones ne détiennent qu'une part symbolique, et qui est proprement la chose des anglophones. J'entends bien qu'il y a au Parlement d'Ottawa quelques potiches qui réclament, de temps à autre, l'introduction des chèques bilingues ou un certain progrès du bilinguisme dans l'administration ! (Entre nous, qu'est-ce que cela veut dire ?). Il advient même, de temps à autre, que le Premier Ministre soit choisi parmi les french-canadians. Après tout pourquoi pas, s'il consent à jouer la règle du jeu, à laisser en l'état les affaires du bilinguisme et s'il fait docilement la politique de la "Chose". Entendez d'un certain milieu bancaire anglo-saxon que d'autres analyseront mieux que moi.

Le Douanier et la vieille lady.

Tout a commencé pour moi avec le douanier du port de Montréal. Oui, c'est ainsi que tout a commencé. Bienheureux douanier de la seconde ville française "in the world". L'animal ne parlait qu'anglais et, comme je m'obstinais à lui répondre dans la deuxième langue officielle du Canada, la langue majoritaire du Québec, il crut voir dans mon attitude je ne sais quelle insulte envers les institutions officielles de la "Chose" et se mit en devoir de fouiller méthodiquement mes valises. (Le gouvernement fédéral est plein de ces prévenances étranges pour les visiteurs et les habitants de la Province de Québec). Il ne trouva rien de suspect hormis quelques plaquettes de poèmes french-canadian, dont je m'étais abreuvé durant le voyage, en guise d'apéritif. Il les feuilleta d'un air dégoûté, flairant je ne sais trop quel maléfice vinicole ou quelque influence insidieuse et morbide d'un Marcel Chaput, puis, bien à regret, me laissa m'en aller. Cet homme-là avait, je vous l'assure, bien gagné sa journée.

Des scènes analogues se déroulèrent tout au long des jours qui suivirent, qu'il s'agisse des restaurants de la rue Ste-Catherine où les menus ni les serveuses ne concédaient un seul mot à l'inepte langue de Rabelais et de Racine, des wagons de Chemins de fer dans lesquels m'obstinant à parler français, je fis bientôt figure d'excentrique, affligé d'une infirmité congénitale, ridicule et choquante, ou qu'il s'agisse du Parlement fédéral d'Ottawa, visité un jour de la semaine, il est vrai, où je ne trouvai point, j'en mets la main au feu, un seul guide francophone. Quant à l'hôtel montréalais, où, innocemment, je me fis conduire, il portait un nom plein de couleur locale, très rassurant à mes oreilles : Le Laurentian. Avec un nom pareil, aucune crainte ! Qu'on juge de mon étonnement, lorsque je m'aperçus que, de la matrone assise à la caisse jusqu'au plus obscur des chasseurs, l'on ne parlait que la langue de Victoria. Et comme, un peu plus tard, je faisais part de mon étonnement à un ami : "Que voulez-vous, dit-il, la puissance et la richesse appartiennent en premier lieu aux anglophones. Si, par hasard, des francophones se présentent, de deux choses l'une, ou bien il s'agit de ces hommes d'affaires qui *ne font des affaires qu'en anglais*, bien entendu. Et cela ne les gêne pas aux entournures, je vous le garantis. Alors, pourquoi changeraient-ils de langue en pénétrant dans un restaurant, un wagon-lit ou un hôtel ? Je gage que, s'ils y font l'amour, c'est encore en anglais ! Ou bien, il s'agit d'un quelconque individu sans importance économique, comme vous et moi. Dans ce cas les agents d'un hôtel select et smart ne sauraient s'abaisser à lui parler dans son patois qu'il doit abandonner au vestiaire, comme d'autres y laissent leurs couteaux. Et j'estime qu'il devrait savourer l'honneur d'être traité comme un sujet loyal dans la langue de sa gracieuse majesté." Pourtant, bredouillai-je, Montréal, la deuxième ville française". "Tabernacle, s'écria-t-il, comme le héros de Tintin, je vous entends, ce n'est pas parce qu'un vain peuple et un ramassis d'intellectuels de l'Université, de la Presse, de la Radio ou de la Littérature, parlent un dialecte que ces beaux messieurs des Affaires, de l'Administration, du Commerce de la Finance et du Tourisme doivent les imiter. Non, non, il faut que le peuple, progressivement, se hausse au niveau des élites naturelles des Affaires et qu'il apprenne à son tour la langue la plus noble, la plus distinguée et la plus "cute". Après tout, comme le disait récemment une vieille lady à une amie : "Il ne faudrait quand même pas oublier que nous avons gagné

la guerre en 1763. Des concessions, d'accord, un bon statut pour la minorité, d'accord, le respect du folklore et des dévotions dans toute la province, peut-être les chèques bilingues, s'ils insistent, mais de grâce, qu'ils ne soient pas trop exigeants ! Nous avons tellement fait pour ces gens-là et ils n'éprouvent pour nous aucune gratitude ! Nous leur reconnaissons tous les droits des vrais canadiens, ils peuvent faire carrière dans l'Administration et dans l'Armée comme tout et chacun. Ils ont même quelques chances (faibles, il est vrai) d'occuper un haut poste dans une Compagnie de Chemin de fer. A condition, bien sûr, de parler comme vous et moi, sitôt franchi le seuil de l'édifice où ils exercent leur emploi. C'est le moins que l'on puisse leur demander, soyons sérieux ! Vous n'imaginez tout de même pas nos diplomates s'exprimant de temps en temps en français à l'O.N.U. Personne ne les comprendrait plus. Et vous n'imaginez pas nos pauvres bons jeunes gens à Toronto s'astreignant à une étude intensive d'une langue aussi bizarre que le français uniquement pour respecter le principe du bilinguisme. D'ailleurs, entre nous, les Canadiens français parlent si mal leur langue. Raison de plus pour nous dispenser de l'apprendre. Laissons-les venir jusqu'à nous. Ça leur fait tant de bien. "

Je ne donne pas pour authentique la forme du discours de la vieille lady, devenue elle-même figure de rhétorique, chemin faisant, je garantis pourtant absolument la teneur des sentiments exprimés et la plupart des intellectuels du Québec pourraient témoigner de propos analogues, aux termes plus ou moins choisis, dans des bouches anglophones. Durant mon voyage de retour en France, des Canadiens anglais m'ont parlé avec inquiétude du mouvement séparatiste québécois. J'ai essayé à maintes reprises de leur faire comprendre ce que devrait signifier à mes yeux cette parfaite égalité de deux peuples et de deux langues, selon l'esprit des Pères de la Fédération, qui seule assurerait une nouvelle chance de succès à cette expérience avortée qu'est aujourd'hui le Canada. Chaque fois, j'ai lu dans les yeux de mes interlocuteurs la même incompréhension horrifiée. " Des concessions à une minorité, passe encore, si l'on insiste beaucoup. Ce n'est pas de bon coeur. Entre nous, pourquoi privilégier la minorité française par rapport à la minorité ukrainienne ? Il faut pourtant se faire une raison. Mais le bilinguisme, le biculturalisme appliqués, respectés avec toutes leurs conséquences pratiques, non, vous exagérez. Ce qui est aux archives doit y rester ! " Je citais alors l'exemple de

la Suisse. "Les choses sont tellement différentes, disaient-ils. La Suisse est un petit pays." "Vous avez raison, ladies et gentlemen, mais elle a le mérite d'exister. En tout cas, vous êtes avertis, méfiez-vous du séparatisme." Ils s'efforçaient de prendre un air sceptique. "Le mouvement séparatiste ne compte que 6,000 membres assure The Gazette. Et d'ailleurs, comme l'a écrit l'Honorable Saint-Laurent, ou un autre, il s'agit d'une de ces crises dues au chômage et aux beatniks, comme il s'en produit tous les 20 ans, sans grands dommages. Au surplus, Monsieur Pearson a promis de nouveaux aménagements du bilinguisme, et vous m'avez compris !"

J'ai beau chercher, je ne vois pas, dans l'état actuel du problème, comment combler le malentendu. Quand l'un prononce le mot égalité, l'autre entend garanties à la minorité. Le dialogue de sourds pourrait durer longtemps. Si j'ai bien compris, les anglophones souhaiteraient qu'il durât toujours. Ils attendent que s'achève la crise actuelle comme les précédentes. Je suppose pourtant qu'il existe parmi eux quelques nerveux capables de concevoir que la crise actuelle n'est pas comme les autres. A une époque où la moindre protestation asiatique peut se répercuter à travers tout l'univers, à l'heure où la tribune des Nations Unies peut servir de haut parleur aux défenseurs du nationalisme de la peuplade africaine, la plus reculée et la plus misérable, croit-on que les intérêts et les droits d'un peuple de cinq millions d'hommes comme celui du Québec, si ce peuple s'unit pour réclamer son indépendance, pourraient être étouffés, ne serait-ce qu'une semaine ? Sans faire de racisme, on peut penser que les droits du Québec valent ceux du Ghana ou du Gabon, de la Sierra Leone ou de la Haute Volta. Ce qui a été donné aux uns pourrait-on le refuser aux autres, s'ils venaient à le demander ? Contesterait-on aux habitants du Québec une aptitude à gérer entièrement leurs affaires qu'on n'a pas contesté aux gens du Togo ou de la Mauritanie ! Soyons sérieux, comme disait la vieille lady ! Encore moins imagine-t-on des régiments de canadiens convergeant de Toronto et d'Halifax sur Montréal. Nous ne sommes plus en 1837. L'indépendance du Québec est-elle souhaitable ? Ce n'est pas à moi de l'affirmer. Qu'elle soit réalisable dans le jour qui suivrait le triomphe aux élections démocratiques de la Province de députés résolus à la demander, cela ne saurait faire aucun doute. Tout le reste est littérature. De deux choses l'une, ou bien les "canadiens" s'obstineront à continuer le

dialogue de sourds, et la sécession du Québec semble dès lors inéluctable, comme l'a fort bien vu Toynbee. Ou bien, acculés à une révision déchirante de tous leurs concepts, la peur étant parfois bonne conseillère, ils devront se résigner à fonder sans tricherie, (et surtout pas de fausses cartes dans les manches !) ce Canada que l'on voulut fonder voici bientôt cent ans.

Au vrai les Canadiens gardent au coeur un secret espoir. A supposer même que les french canadiens désirent l'indépendance, ils n'oseront pas franchir le dernier pas ! L'emprise économique anglo-saxonne croît chaque jour, il suffit de pouvoir patienter une ou deux décades, et ensuite le français ne sera plus qu'une langue morte en Amérique. Peu importe que la campagne au Québec reste française, si l'influence anglaise grandit à Montréal. Tout suivra naturellement. Pour les irréductibles, il y aura toujours des panoplies et des emplois dans les musées fédéraux, et il y aura les réserves. Les Indiens en connaissent l'ineffable douceur. Attendre, savoir attendre, savoir au prix de concessions mineures, apaiser le ressentiment d'une minorité qu'on submergera quelque jours sous le flot des immigrants. Et croit-on que les gens du Québec puissent faire sécession sans subir d'effroyables représailles économiques ! Ah ! Mais ! D'honnêtes québécois succombent sous le poids de ce raisonnement. Qu'ils regardent le monde environnant ! Les capitaux européens ou américains ont-ils fui les pays d'Afrique à l'aube de leur indépendance ? Rarement. Mais encore ? Ils ont fui à regret lorsque les indigènes menaçaient la vie ou la vertu des femmes blanches. J'ai beau tendre mon imagination, je ne vois pas les bonnes gens du Québec se ruer au jour de l'indépendance, sur les créatures glacées made in Toronto. Je ne crois pas au surplus que les capitaux anglo-saxons du Québec fassent davantage de sentiment que leurs congénères investis en Afrique et en Asie ? Le Québec est-il un pays "redoutable", où l'on puisse faire fructifier son argent ? Le gouvernement de ce pays peut-il présenter des garanties minima d'exploitation ? Si la réponse à ces deux questions est affirmative, et elle l'est sûrement, on conçoit mal, sans ridicule, un exode massif de capitaux vers des contrées plus soucieuses de l'honneur canadien.

Que se manifestent des tentatives d'intimidation, de chantage, et que des pressions sournoises s'exercent, le moment venu, sur l'économie du Québec, cela est du domaine du possible. Mais un peuple éduqué, informé par sa presse et par ses dirigeants,

saurait payer le prix et attendre quelques semaines ou quelques mois le retour au bon sens des interlocuteurs valables anglo-saxons. Au surplus, l'expérience enseigne que les grands de ce monde se disputent les faveurs des nouveaux Etats. L'un offre une aciérie, l'autre une université, le troisième un métro, le dernier venu une pouponnière ou une supertaverne. Qu'ils y cherchent leur intérêt prouve tout simplement qu'un Etat souverain ne manque pas d'atouts monnayables.

Il n'empêche que l'homme du peuple a souvent peur parce qu'il a conscience de la puissance économique dont il dépend et qu'il redoute le chômage. Je dis qu'il faut comprendre cette peur pour la surmonter. L'explication rationnelle des faits peut seule dissiper ce mythe tenace des anglo-saxons ruinant leurs entreprises par esprit civique. Rien ne sera possible, rien ne se fera tant que l'indépendance sera imaginée dans un climat de catastrophe, alors que, bien au contraire, tout mouvement vers une plus grande autonomie du Québec ne peut qu'être à long terme bénéfique à ses ressources naturelles aujourd'hui gaspillées, à son économie aujourd'hui pressurée, à ses ingénieurs, à ses ouvriers, confinés actuellement, presque toujours, dans des postes subalternes parce qu'ils n'appartiennent pas à la race des seigneurs. Seul, un immense, un patient travail d'éducation peut donner au peuple du Québec, la confiance et le courage nécessaires pour affronter, tête haute, son destin, quel qu'il soit.

* * *

Bien d'autres objections au séparatisme ont été devant moi formulées. Ce n'est pas le lieu de les examiner en détails. Je me bornerai à indiquer ce que l'exposé de ces objections peut suggérer à l'observateur extérieur.

La première série d'objections provient de certains éléments bourgeois, qui, parce qu'ils possèdent quelque bien au soleil, estiment que "les choses ne vont pas si mal" et qu'à la longue "tout finira par s'arranger". "Il faut les comprendre, ces pauvres anglais. On ne sait pas ce qui arriverait si l'on était indépendant. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras, etc..." Si vous les pressez un peu, ces gens vous avoueront qu'après tout l'usage généralisé des langues et coutumes britanniques ne les choquerait pas. Passons! Ce n'est pas un hasard si déjà les étudiants mont-

réalais ont ressuscité pour cette vengeance de nantis et de repus le terme de collaborateur fâcheusement connu outre-Atlantique.

La deuxième série d'objections est le fait de doux idéalistes qui ont dans le sang, disent-ils, "les cimes des Montagnes Rocheuses, la baie de Vancouver, l'espace des Prairies", et, qui sait, les charmes de Toronto? Ils croient posséder tout cela "que nos ancêtres ont découvert" et se consoleraient mal de le perdre. Je respecte cette objection. Tant de Français furent mystifiés par des raisonnements analogues. Tant de Français souffrent de ne plus posséder l'Indochine, Madagascar, la Côte d'Ivoire, l'Algérie "que mes ancêtres ont découvert, l'histoire le prouve", etc., tous territoires qu'ils n'ont jamais possédés autrement que par la magie des taches rouges sur une mappemonde ou le rêve d'un drapeau tricolore flottant au sommet d'un mât dans une cour de caserne. Il faut dire tout net que, d'un point de vue affectif, la baie d'Along, les gorges du Rummel ou les Rocheuses appartiendront toujours aux hommes, quels qu'ils soient, qui sauront mériter la beauté. Pour le reste, il faut savoir choisir entre l'Avoir et l'Être. Vaut-il mieux posséder d'une façon abstraite, par le jeu d'une fiction juridique menteuse, de vastes territoires, ou être soi-même dans un pays véritablement sien, harmonisé avec l'âme d'un peuple, un pays où le peuple se reconnaît, se définit, assume son destin? Les jeunes poètes du Québec ont résolu, je crois, l'antinomie.

La troisième série d'objections provient de ces bourgeois et de ces représentants des classes moyennes qui craignent que le séparatisme ne conduise au communisme. Bien entendu, un Européen, qu'on me pardonne, ne peut que rire aux éclats lorsqu'un Québécois remue le spectre du communisme triomphant dans son pays. De deux choses l'une, ou bien il s'agit de gens naïfs qui ne savent pas ce qu'est le communisme ou qui le voient à travers les images d'Épinal du Reader's Digest et les sermons de certains curés habitués à brandir des épouvantails et des croquemitaines. Ou bien il s'agit de gens très rusés, d'une insigne mauvaise foi, qui baptisent communisme les manifestes des abbés Dion et O'Neill, les subventions de l'État aux familles en matière scolaire, hospitalière, l'aide de l'État aux bibliothèques ou, qui sait, les exemptions fiscales à l'endroit des institutions religieuses.

Le folklore et les écuries d'Augias

Je m'arrêterai longuement sur la quatrième série d'objections. Elle est le fait des intellectuels et syndicalistes qui craignent que l'instauration d'un gouvernement québécois indépendant n'entraîne un regain de cléricanisme, voire un fascisme, en un mot un Duplessisme. On aurait beau jeu de dire que des objections qui se contredisent s'annulent. Il vaut mieux observer qu'effectivement certains considèrent avec méfiance la perspective d'indépendance parce qu'ils savent que cette indépendance entraînerait, d'une manière ou d'une autre, de profonds changements dans la vie politique du Québec. Que le balancier porte à gauche ou à droite, beaucoup redoutent l'aventure.

En définitive, je comprends parfaitement le dilemme auquel se trouvent acculés beaucoup parmi les meilleurs. Faut-il poser d'abord la question du séparatisme et remettre à plus tard le souci de régler les problèmes intérieurs du Québec? Ou bien faut-il d'abord régler un certain nombre de ces problèmes devenus urgents après les si longues années d'un immobilisme politique stupide, et n'envisager le problème du séparatisme que comme un problème lointain qui se réglera de lui-même, une fois nettoyées les écuries d'Augias? Dieu et Lesage savent qu'elles en ont besoin.

Jusqu'à une date toute récente il a pu sembler que les arguments de ceux qui voulaient d'abord opérer des réformes à l'intérieur du Québec méritaient de l'emporter. On ne subit pas sans dommages plus de quinze ans d'un régime particulièrement rétrograde. Le mouvement de dégel commencé le 22 juin 1960, et qui va depuis lors s'amplifiant, *sous aucun prétexte* ne doit être interrompu. Il est bien certain par ailleurs que le thème du Nationalisme québécois fut, jusqu'à un passé récent, la tarte à la crème de politiciens qui l'exploitaient dans leurs discours sans se préoccuper de l'appliquer dans la pratique, à seule fin de détourner le peuple des problèmes réels, économiques, sociaux et culturels du Québec.

Mais que le thème du Nationalisme ait été utilisé dans ce sens-là, ne suffit pas à le discréditer à l'instant même où, du fait de l'accélération de l'Histoire, du rapetissement vertigineux de la planète, de l'accession massive de dizaines de peuples à la

vie internationale, les problèmes de l'indépendance changent de perspectives. Echappé des songes du Folklore ou des rhétoriques électorales, le thème de l'indépendance devient un projet humain réalisable à portée de la main. Il est absurde de vouloir discréditer le projet sous prétexte que les joueurs de flûte du Folklore sentaient mauvais. Rejette-t-on les perles parce qu'elles furent flairées par les pourceaux ?

C'est à tort en définitive que l'on voudrait dissocier aujourd'hui le problème des réformes intérieures du problème de l'indépendance ! Le thème du Séparatisme n'est pas né du cerveau fumeux de quelqu'intellectuel ou d'un politicien d'ancien régime. Il semble qu'il réponde à cet idéal de justice et de liberté qui anima, le 22 juin 1960, le peuple du Québec, victorieux enfin des forces du conformisme, de l'argent, de l'obscurantisme mêlés, victorieux de ce colonialisme intellectuel sous le joug duquel certains esprits bornés voulaient indéfiniment le maintenir. Le dégel en s'amplifiant, nécessairement, devait entraîner les hommes du Québec à se poser, en termes concrets et non plus folkloriques, le problème de leur existence nationale, de leur dignité, de leur fierté nationales. Nécessairement la crise du séparatisme devait éclater à bref délai, dès lors que l'ordre colonial était ailleurs battu en brèche. Maintenant que se pose le problème, il est vain de vouloir en renvoyer l'examen dans dix ans. C'est aujourd'hui, c'est maintenant qu'il faut le résoudre. L'Histoire n'attend pas. On comprend que les pionniers d'une révolution essayent, pour se faciliter la tâche, de n'aborder les questions qu'une à une. Mais la réalité les rattrape bientôt et fait voler en éclats leur prudence. Un colonialisme larvé demeure un colonialisme, et il est vain de vouloir résoudre les problèmes d'éducation et de culture du Québec aussi longtemps que cette culture sera contestée, humiliée et ridiculisée dans la réalité de tous les jours. Il ne s'agit pas seulement de former des professeurs, de bâtir des collèges, d'encourager les écrivains, il s'agit d'abord de parler à haute voix et d'affirmer sa dignité. Assurément, s'il ne s'agissait que de l'épanouissement d'une littérature nationale, le jeu n'en vaudrait pas la chandelle. Mais il s'agit de l'épanouissement dans la vie d'un peuple de survivants.

Au vrai ce qui semble manquer le plus au Québec, parmi les hommes de trente-cinq ans et plus, c'est la confiance. Si souvent trompés, si souvent floués aux jeux politiques de la province et du fédéral, si souvent menés par des maîtres imbéciles

ou cupides, ils redoutent l'aventure, ils voudraient consolider les positions conquises, les réformes arrachées. Peut-on leur dire, autant que l'amitié le permet, que leur victoire est en avant d'eux-mêmes. C'est en marchant, c'est en luttant *sur tous les fronts* qu'ils rendront irréversible le mouvement du 22 juin. Et sans doute peut-on théoriquement concevoir un Québec indépendant ou plus autonome qu'aujourd'hui sur lequel règneraient à nouveau une dictature à tête de boeuf et cette tribu frétilante de "pieds nickelés" que les procès de patronage en cours révèlent au grand jour. Mais ce cauchemar qui hante le sommeil de maints intellectuels, il leur appartient à eux de l'exorciser, non pas en multipliant les gestes de modération ou en étouffant sous le manteau le thème du séparatisme, mais en s'affirmant hardiment, en s'engageant dans cette Aventure, qu'elle aboutisse à l'indépendance pure et simple ou à une véritable Confédération canadienne, traité d'alliance entre deux Etats souverains, qui régleraient en commun, d'égal à égal, certaines affaires. Le fascisme et le Duplessisme sont les fruits de la peur. L'aventure n'est pas toujours une invention du Diable et la liberté et la justice, quant à elles, sont toujours des Aventures. Est-il si difficile de faire confiance au destin, de regarder en face les chances brutales d'un printemps que l'on n'espérait plus ?

Michel BERNARD,
Paris